

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61897

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

plus pressant (les questions financières, les compétences du personnel, le recrutement et la direction des ouvriers) pour créer ensuite un système de gestion des ressources humaines (avec la création d'une protection sociale) dont les entreprises de type taylorien de différents secteurs – chimie, automobile, métallurgie – s'inspireront. Les chemins de fer se révèlent être un creuset d'idées mobilisant des forces très diverses allant du technique, du politique, de l'économique, du social jusqu'à l'organisationnel. En même temps, ces sociétés pionnières contribuent à l'évolution des statuts des sociétés anonymes.

A la lecture de cette étude, l'origine sociale des dirigeants peut être considérée comme étant la source créatrice entrepreneuriale, tandis que le système politique et les marchés influencent durablement les prises de décision. Then compare les données anglo-allemandes à la situation aux Etats-Unis, et on est impatient de lire dans le cadre d'une étude européenne incluant la Belgique et la France l'impact des dirigeants des sociétés de chemins de fer sur ce formidable bassin industriel qu'était le Nord de la France, la Belgique et la Rhénanie – véritable catalyseur de la Révolution industrielle.

Dagmar SOLEYMANI, Paris

Gisela METTELE, *Bürgertum in Köln 1775–1870. Gemeinsinn und freie Association*, München (R. Oldenbourg) 1998, XII–401 p. (Stadt und Bürgertum, 10).

Objet de l'attention particulière des historiens depuis cinquante ans, la bourgeoisie allemande du XIX^e siècle a d'abord été jugée sévèrement comme responsable des singularités (*Sonderweg*) de l'histoire nationale; et ensuite, une fois venue l'heure des comparaisons internationales, plus conforme à l'image classique d'une classe en voie d'émancipation. Au terme des abondantes publications des années quatre-vingts s'était établie une nouvelle orthodoxie, fondée principalement sur la distinction entre une »bourgeoisie économique« et une »bourgeoisie de la culture«, forgées l'une par une communauté d'intérêts matériels et l'autre par une communauté de formation initiale, tantôt alliées tantôt divisées face au pouvoir politique. Ce consensus est à son tour remis en question par une série de monographies des grandes villes lancée depuis une dizaine d'années par Lothar Gall, et dont voici la dernière parue, la dissertation de Gisela Mettele consacrée à Cologne.

Dans cette ville il est bien connu que le rôle dirigeant a toujours été assumé par une oligarchie (les malveillants parlaient de »clique«) issue des milieux du négoce, de la banque et, petit à petit, de l'industrie. On aurait donc là un cas typique de domination des intérêts matériels. Mais pour G. Mettele il n'y a pas de séparation à opérer entre les deux sources du prestige et du pouvoir, la richesse et la culture. Pour le prouver elle examine de près les conditions d'exercice de ce pouvoir, garanti juridiquement par le »droit de bourgeoisie« sous l'Ancien Régime, et ensuite, moins formellement mais tout aussi solidement, par le contrôle de l'administration municipale et surtout – là gît la principale nouveauté du livre – de nombreuses associations de loisirs, d'assistance, de mécénat, etc. Ayant retrouvé des listes d'adhérents ou d'administrateurs pour une vingtaine d'entre elles, elle en a tiré grâce à l'informatique des données prosopographiques (doubles appartenances chez les grands notables) et hiérarchiques (répartition des postes entre 22 catégories socio-professionnelles). Ces tableaux permettent en effet de dégager ce qu'avec Lothar Gall elle appelle »les mécanismes infra-institutionnels de volition et de décision collectives«. Tout au plus peut-on regretter que les ressources de l'informatique n'aient pas été exploitées plus à fond pour mettre en évidence, au-delà des doubles appartenances, les véritables cumuls de fonctions que l'on devine çà et là.

Pour autant les thèses directrices du livre ne sont pas toujours confirmées par cet appareil statistique, ni par le recours aux abondants travaux d'histoire locale. Ainsi de la coopération entre les deux secteurs, bourgeoisie économique et bourgeoisie culturelle, plus exactement

entre deux sous-ensembles représentatifs de chacun, les grands négociants d'un côté et les hauts fonctionnaires prussiens de l'autre: après avoir affirmé que les loges maçonniques étaient leur seul lieu de contact, les fonctionnaires gardant toutes leurs distances par rapport aux autres associations bourgeoises, notre auteur retrouve un peu plus tard ces derniers en nombre significatif au sein du »Casino«, le club élégant de la ville: la cohabitation était-elle donc restreinte aux adhérents d'une certaine philosophie, ou bien étendue à l'ensemble des relations mondaines? Plus généralement, peut-on affirmer que l'unité culturelle de l'ensemble bourgeois, du *Bürgertum*, ait établi des liens de cohésion plus forts que la solidarité ou la contradiction des intérêts matériels? L'auteur montre avec précision comment l'harmonie factice des oligarques et des petits-bourgeois au sein d'une société de carnaval ou de celle des amis de la cathédrale a fini par éclater au milieu des années quarante, sous les effets combinés de la crise de l'artisanat et des divergences politiques entre libéraux et démocrates. Dès lors elle hésite à conclure. Tout d'abord elle qualifie ces liens de cohésion culturelle comme *real* (p. 21), à la différence des intérêts économiques. Plus loin elle se borne à affirmer que cette communauté culturelle, de valeurs, de genre de vie, de schèmes interprétatifs, a constitué un facteur d'unification plus efficace que la solidarité matérielle (p. 157–158). Il lui arrive enfin de mettre en doute même cet ordre de priorités: »L'élite sociale de Cologne était étroitement entrelacée dans les associations, et c'est ce qui assurait la cohésion de la bourgeoisie *presque plus encore* que la communauté des intérêts« (p. 222, mots soulignés par nous).

Quelle que soit l'incertitude sur ce qui relève au fond d'une pétition de principes, on ne saurait oublier l'intérêt d'un grand nombre d'analyses de détail. Sur la continuité du personnel municipal à travers les régimes successifs, sur les tactiques de séduction vis-à-vis des représentants officiels de Paris ou de Berlin, sur les idéologies intégrationnistes sous-jacentes à des activités aussi diverses que l'assistance aux pauvres, le théâtre ou les concerts, les processus offensifs et défensifs de domination d'un »groupe social« – puisque paraît-il il ne s'agit plus d'une classe – sont clairement démontés. Enfin, à qui a parcouru voici un quart de siècle le même champ de recherches, un intérêt supplémentaire s'ajoute à la lecture de ce livre: au-delà des critiques que l'auteur adresse à son prédécesseur, celui-ci ne peut qu'être séduit par la découverte de sources nouvelles, par les précisions qu'autorise l'usage de l'ordinateur, et plus encore par les progrès de la réflexion théorique sur la constitution des milieux sociaux.

Pierre AYÇOBERRY, Strasbourg

Wolfgang KNÖBL, *Polizei und Herrschaft im Modernisierungsprozeß. Staatsbildung und innere Sicherheit in Preußen, England und Amerika 1700–1914*, Frankfurt/Main (Campus) 1998, 464 S.

Ein hoher rheinland-pfälzischer Polizeibeamter, der als Vertreter des deutschen Bundesrats an den langjährigen Verhandlungen zur Einrichtung der europäischen Polizeibehörde EUROPOL teilgenommen hat, bezeichnete es als eine der wichtigsten Erkenntnisse, die ihm aus den langwierigen Verhandlungen auf europäischer Ebene zugewachsen seien, daß die Polizeien zum »nationalen Tafelsilber« der Staaten Europas gehören. Über die Bestimmungen der jeweiligen Verfassungen, welche die Macht der Polizei in einem Staat definieren und einhegen, hinaus und in gewisser Weise unabhängig von den jeweiligen Polizei- und Strafgesetzen, die die Details des Tätigwerdens der Polizei in einem Gemeinwesen regeln, ist in der politischen Öffentlichkeit jedes Landes eine mehr oder weniger deutliche, mehr oder weniger breite *opinio communis* darüber vorhanden, was die Polizei ist, was sie darf und was sie nicht tun darf. Sie ist integral mit den Routinen des Alltagshandelns, den akzeptierten Verkehrsformen von öffentlichem Protest, der Gewalt-»Kultur« einer Gesellschaft verwoben und hat ihren Stellenwert bei der jeweils unterschiedlichen Tolerierung